

Le Front Syndical de Classe invité à l'assemblée de la FSM à Strasbourg



Vous lirez ci-dessous le discours prononcé par Gérard Six, représentant le Front syndical de Classe à la réunion de la FSM de Strasbourg les 6 et 7 juillet dernier.

La direction nationale du Front syndical de classe tient à remercier les dirigeants de la FSM de nous avoir invités à cette conférence internationale afin de mieux saisir et comprendre la situation de la classe ouvrière dans le monde partant de l'expérience et du combat de classe que nous vivons dans nos propres pays.

Le camarade qui m'accompagne est Serge Piedplat, il est secrétaire général de la métallurgie CGT dans le Pas de Calais. En ce qui me concerne, je suis responsable du secteur automobile dans le Nord-Pas de Calais et secrétaire national du FSC.

Pour le FSC, il est indéniable que le capitalisme mondial continue sans relâche à écraser le monde du travail. Les grands groupes industriels, les banques et les entreprises de distributions appartiennent à un nombre toujours plus restreint de propriétaires.

Leurs priorités se réduisent à la défense de leurs pouvoirs et de leurs privilèges en pillant des pays sous développés entraînant l'esclavagisme, les guerres, le fascisme. Cela montre clairement que le capitalisme mondial est prêt à commettre les pires atrocités quand leurs intérêts sont en jeu.

En Europe, les progrès techniques et l'accroissement de la productivité du travail humain se traduisent par une généralisation de la pauvreté, par le phénomène permanent du chômage massif, l'augmentation de la précarité et la régression sociale dans tous les domaines.

L'exploitation s'accroît, non seulement pour les hommes et les femmes mais également les enfants.

En France, cette réalité de l'exploitation capitaliste touche tous les aspects de la vie, les conditions de travail se dégradent. Pour des millions de salariés qui doivent accepter des emplois précaires et mal

payés, la vie se réduit à une lutte incessante pour être en mesure de payer le prochain loyer et pour certains le prochain repas.

Chaque semaine apporte son lot de suppressions d'emploi, de licenciements qui touchent le secteur public comme le secteur privé. La jeunesse, paie un lourd tribut à ce vandalisme patronal, un jeune sur quatre est aujourd'hui sans emploi.

La France est l'un des pays les plus riches du monde et pourtant, chaque année des centaines de femmes et d'hommes sans domicile meurent de froid et d'autres « de maladies de la misère comme la tuberculose », la soupe populaire que l'on croyait disparue depuis la grande crise économique des années 30, est servie chaque jour à des centaines milliers de personnes menacées de malnutrition.

Cette catastrophe humaine est à mettre à l'actif des défenseurs du capital qui déclarent ouvertement qu'il y aurait « trop » de travailleurs d'où le chômage, trop de retraités d'où la « réforme des retraites », « trop » d'étrangers d'où les centres de rétentions, les déportations et les innombrables discriminations dont ils sont victimes.

En réalité, c'est l'expression pure et simple du fait que le capital est incompatible avec les besoins et les aspirations les plus élémentaires des populations. Non le capitalisme ne sera jamais le système d'avenir pour l'humanité.

Dans la métallurgie particulièrement dans l'automobile, les chefs d'entreprises nous tiennent toujours le discours qu'il n'y aurait pas d'autres issues que d'accepter la baisse des coûts du travail (salaires, emplois, qualifications) en utilisant le chantage de la délocalisation, en évoquant les faibles coûts de la main-d'œuvre des pays de l'Est.

Afin de ne pas laisser la classe ouvrière dans cette démarche fataliste, la région métallurgie CGT mène un combat de classe avec l'Union locale CGT historique de Douai en convergence avec le FSC pour maintenir le tissu industriel, ses emplois dans le Nord de la France dans différentes initiatives en directions des chambres patronales, des sous-préfectures et des manifestations importantes dans les grandes villes.

Construire un rapport de force durable est indispensable à la préservation et la conquête d'acquis sociaux face au niveau d'agressivité du capitalisme mondial et l'arrogance dont fait preuve le patronat européen et Français.

C'est pour ces raisons que le FSC pose la question de quelle CGT ont besoin les travailleurs français et les convergences nécessaires avec la fédération syndicale mondiale sur des bases de classe.

Malheureusement la classe ouvrière française est confrontée au syndicalisme de collaboration de classe avec le capital au nom du syndicalisme rassemblé tiré par le haut au détriment de celles et ceux qui souffrent de la politique ultra libérale menée tambour battant par Sarkozy, relié par l'Europe de Bruxelles et soutenu par la Confédération Européenne des syndicats.

La direction confédérale de la CGT y joue un rôle déterminant, depuis sa rupture avec la Fédération Syndicale Mondiale et de toute référence à la lutte de classes, à la socialisation des moyens de production.

On ne peut pas oublier la déclaration du secrétaire général de la CES John Monk qui déclarait devant la presse qu'il fallait sauver le capitalisme face à la crise mondiale.

On comprend mieux aujourd'hui, l'inaction de la CES, alors que tous les peuples européens sont frappés en même temps par la casse sociale (Grèce, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Irlande, Roumanie, Allemagne...) piloté par l'Union européenne.

Les conséquences sociales de cette adaptation du syndicalisme français au grand capital sont catastrophiques en matière d'emploi. 269 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie entre le début 2008 et fin 2009, soit une baisse de 7,7 % sur des effectifs pourtant déjà fortement comprimés au cours des années précédentes.

Ce chiffre ne comprend pas les suppressions d'emploi des intérimaires travaillant dans l'industrie et décomptés dans les effectifs du secteur tertiaire.

De nouvelles vagues de licenciements sont à prévoir dans les mois à venir dans l'ensemble des industries et particulièrement l'automobile où notre région en est une mono industrie.

Cette casse industrielle et sociale est à mettre à l'actif du capitalisme européen et mondial relié par le syndicalisme de collaboration de classe.

C'est pour ces raisons que le front syndical de classe réaffirme que la CES est un outil du capitalisme qui utilise les syndicats européens pour appliquer les directives de Bruxelles contre la classe ouvrière européenne.

La Confédération Syndicale Internationale est en parfaite harmonie avec la CES car elle a pour orientation de changer la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleuses et travailleurs, des sans emplois et des pauvres ».

En clair la CSI ne combat pas le capitalisme mondial elle veut simplement composer avec lui.

Cette stratégie est en pratique en France contre notre système de retraite auquel Sarkozy, le patronat et l'union européenne veulent mettre fin en 2010.

La droite comme la gauche sociale démocrate sont en parfaite harmonie pour appliquer les directives de Bruxelles, le désaccord se situe sur la méthode pour casser notre protection sociale. Réforme, contre réforme, consensus pour étouffer le mouvement social.

Ce syndicalisme d'adaptation au capital dont la direction confédérale de la CGT en osmose avec la CFDT s'illustre par le refus de construire le rapport de force par l'organisation de journées d'action isolées et sans suite est fortement critiqué par un grand nombre de militants CGT.

Le 49ème congrès de la CGT tenue en décembre malgré que celui-ci fût verrouillé a montré cette contestation par des interventions fortes réaffirmant les conceptions de classe de la CGT à sa naissance en 1895.

La réponse de la direction confédérale fût d'engager une véritable chasse aux sorcières envers des camarades et des syndicats qui contestent l'orientation réformistes de la CGT, allant même à utiliser la loi sur la représentativité signé en 2009 par Thibault et Chérèque pour présenter une deuxième liste CGT aux élections professionnelles et du comité d'entreprise pour tenter de faire disparaître un syndicat CGT de classe dans une entreprise.

Cette expérience douloureuse a été vécue par les camarades du syndicat CGT Renault Douai s'opposant ouvertement à l'orientation réformistes de la confédération et son rôle dans la CES.

Pour le Front syndical de classe, il faut en finir avec les illusions entretenues par les directions confédérales et de la Confédération Européenne des Syndicats sur les vertus du dialogue social et celles de l'entente entre partenaires sociaux pour laisser du temps au pouvoir en présentant les gouvernements comme un partenaire alors qu'ils sont au service du grand patronat contre tous les acquis populaires.

C'est tellement vrai que l'annonce du gouvernement Sarkozy sur la retraite à 65 ans n'a pas fait réagir les confédérations syndicales pour se mettre à l'offensive sur la revendication d'une véritable retraite dès 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles.

On meurt de plus en plus jeunes dans l'ensemble des industries, c'est la preuve d'une accélération de la dégradation des conditions de vie à l'entreprise qui touche maintenant toutes les catégories sociales.

Les confédérations vont-elles négocier de départs en retraite anticipés pour les métiers pénibles sous formes de licenciements cachés, pour placer la retraite à 67ans, cela est la négociation du possible qui se traduit par un recul social important que nous subissons depuis des années.

L'objectif pour le FSC est le retrait pur et simple de la réforme des retraites est de lancer à grande échelle cette revendication moderne de la retraite à 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles en convergence avec les militants de la CGT, FSU et autres, cela aurait pour bénéfice de placer les confédérations syndicales sur les besoins réels de la classe ouvrière dans un rapport de force durable face à l'Europe du capital.

Cela est possible car la classe ouvrière française a rejeté en bloc la politique de l'Europe du capital engagé par la droite ultra libérale dans le cadre des élections Européennes où plus de 57% des français n'ont pas participé à cette fausse démocratie qui consiste à faire voter les peuples et si cela ne convient

pas au grand capital on passe en force. C'est la plus faible participation depuis que le parlement est élu au suffrage universel direct.

Par contre, le référendum sur la constitution européenne en 2005, rejeté à 56% par les français avec 70% de votants a été un échec cuisant pour la droite et la sociale démocratie mais le traité de Lisbonne en 2007 replace la constitution Européenne en bafouant la démocratie et le vote des français.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le mouvement social a sanctionné sévèrement l'Europe du capital et sa politique de casse industrielle et sociale.

Cela donne confiance pour les luttes à venir car la seule solution qui nous est offerte est de créer en France , en Europe au niveau international dans l'unité des travailleurs, toutes les conditions d'actions en paralysant l'outil de travail allant vers le grève générale par des manifestations rassemblant les salariés actifs, retraités, privé d'emploi, du public comme du privé, partant des revendications défendues à la base permettant la victoire des intérêts populaires.

C'est à quoi le Front Syndical de Classe s'est attelé en créant un réseau de communication entre toutes celles et ceux qui veulent amener la classe ouvrière à la grève générale qui est maintenant le seul outil à la disposition des travailleurs pour faire reculer les ambitions du capitalisme qui n'a plus de limite pour écraser le monde du travail.